

# **AMÉRIQUE LATINE - Document final de la Journée de l'intégration à Foz de Iguazú**

jeudi 29 février 2024, mis en ligne par [Françoise Couédel](#)

24 février 2024.

Les peuples du monde traversent une crise structurelle globale du système capitaliste, dont les résultats sont imprévisibles. Il s'agit du produit même du capitalisme dans sa phase néolibérale, qui menace les différents aspects de la durabilité de la vie. En tant que peuples, nous souffrons d'une crise systémique qui se manifeste par des crises alimentaires, environnementales, sociales et économiques sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

La précarité de nos emplois et le manque d'accès aux droits fondamentaux pour une vie digne ont placé des centaines de millions de personnes dans une situation de « survie » quotidienne où la migration est devenue un problème angoissant. Sur nos territoires, nous subissons les conséquences des crimes environnementaux produits par les sociétés transnationales dans un cadre de crise des États-nations, où le capital financier international s'impose. Nous traversons une crise des valeurs dans laquelle nos sociétés et nos peuples sont de plus en plus guidés par des aspirations individualistes et consuméristes.

La multiplication des conflits géopolitiques a renforcé le visage guerrier de l'impérialisme des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN, nous exposant de plus en plus au risque d'un conflit armé sans précédent. La guerre en Ukraine en est la conséquence, tout comme le génocide commis par l'État d'Israël à l'encontre du peuple palestinien. Nous, membres de la Journée de l'intégration des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, réaffirmons notre solidarité internationale et notre défense de la cause palestinienne. La communauté internationale doit répondre à l'appel des peuples pour un cessez-le-feu immédiat et la création d'un État palestinien libre et souverain.

Nous exprimons notre plein soutien et notre solidarité au Président Lula dans sa dénonciation du génocide en Palestine. Si Lula est persona non grata, les peuples latino-américains sont persona non grata pour Israël. Vive le peuple palestinien, vive le président Lula !

Nous, les peuples de « Notre Amérique », avons dû vivre en résistance permanente contre les stratégies de domination impérialiste réorganisées par le grand capital. Sur ce chemin de résistance, nos peuples et leurs organisations ont pu faire des pas fondamentaux pour faire avancer notre projet historique de lutte contre l'impérialisme et d'intégration de nos peuples. Nous sommes les enfants des résistances et rébellions populaires à la vague de néolibéralisme, au colonialisme raciste, et aux processus de dictatures militaires. Nous sommes les enfants du « Non à l'ALCA ». Nous avons grandi sous le phare et la résistance héroïque de la révolution cubaine. Nous étions à Mar del Plata en train de crier « ALCA, ALCA carajo ! » avec le Comandant Chávez.

Aujourd'hui, nous nous réunissons à nouveau parce que le défi de l'unité de nos peuples et de leurs organisations est fondamental pour arrêter une extrême droite qui veut détruire notre souveraineté nationale et populaire, et mettre nos pays au service du capital financier international et des transnationales. Nous nous unissons aussi pour construire NOTRE projet d'intégration souveraine ancré dans la solidarité et la complémentarité entre nos peuples.

La solidarité est un pilier fondamental de notre intégration, c'est pourquoi nous devons réaffirmer notre solidarité avec Cuba, le Venezuela et leurs révolutions en tant qu'étendards fondamentaux de notre processus. Nous réaffirmons notre engagement de continuer à travailler sur la campagne internationale « Cuba Vive y Resiste » (Cuba vit et résiste) afin de retirer l'île de la liste des pays qui soutiennent le

terrorisme. Nous continuerons également à dénoncer le blocus génocidaire imposé depuis plus de 60 ans au peuple cubain. Nous dénonçons le fait qu'une campagne soit réorganisée par l'impérialisme pour délégitimer le processus démocratique que le peuple vénézuélien est en train de mettre en place. Nous nous engageons à renforcer notre solidarité avec le peuple vénézuélien et la révolution bolivarienne. Nous nous engageons à renforcer notre solidarité en dénonçant les mesures coercitives unilatérales que les États-Unis imposent à ce pays. Vive la révolution cubaine et vive la révolution bolivarienne !

Le renforcement de la solidarité avec Haïti est une tâche permanente. Nous condamnons la domination néocoloniale perverse et criminelle en Haïti et nous nous engageons à développer une solidarité pleine et active avec le peuple et les mouvements populaires haïtiens. Nous soutenons leur opposition à une intervention militaire contrôlée par les États-Unis et insérée dans l'agenda de la domination impériale de la région des Caraïbes. Nous demandons réparation pour les crimes commis contre le peuple haïtien par les forces de maintien de la paix de l'ONU telles que la MINUSTAH, qui ont aggravé la crise structurelle de cette société et se sont honteusement alliées à des forces d'extrême droite totalement soumises à la volonté des États-Unis. Aujourd'hui encore, le peuple haïtien continue de résister héroïquement aux assauts de l'impérialisme pour avoir fait le choix de la démocratie et avoir fait la première révolution dans notre région, ouvrant les voies révolutionnaires de notre continent. Vive le peuple haïtien !

Nous soutenons et défendons l'autonomie des peuples indigènes des Amériques, leurs cultures et leurs modes de vie. Nous demandons aux gouvernements de restituer les territoires d'occupation traditionnelle des peuples, ainsi qu'à l'entreprise binationale Itaipu de mettre en œuvre un programme de réparation pour les Avá Guaraní des deux côtés du barrage (Brésil et Paraguay), pour les violations des droits commises depuis sa construction dans les années 1980. Nous appelons à la reprise du processus de rencontre et d'unité afin de construire un agenda commun pour l'intégration des peuples Avá Guaraní en tant qu'espace possible de convergence, de coexistence et de construction d'initiatives qui apportent des réponses concrètes aux problèmes de nos peuples.

Nous avons besoin d'un modèle d'intégration capable d'affronter les élites conservatrices et réactionnaires qui stimulent le chaos, la haine, le négationnisme et détruisent le sens de la politique comme voie possible vers la démocratie, la solidarité et la construction de projets de transformation sociale. Notre intégration régionale doit assumer la décolonisation du pouvoir et de la culture et construire un contre-pouvoir à partir de la base, des peuples et des territoires, ancré dans le respect des processus historiques, de la mémoire, des ancêtres, des corps divers et rebelles. Nous devons construire et positionner un récit contre-hégémonique basé sur la réciprocité, la complémentarité, la collectivité et la conscience d'être de la nature.

Les mouvements populaires et les organisations syndicales ont travaillé et revendiqué que l'intégration régionale doit répondre aux besoins concrets de la population et prendre en compte l'idée qu'il ne sera pas possible de surmonter les limites économiques et sociales des pays isolés. Ces prémisses sont associées à la création de conditions de vie et de travail pour l'ensemble de la population et qu'il doit s'agir d'une condition structurelle du modèle de développement durable. Le « quoi » et le « comment » produire sont à la base de la production et de la reproduction de la vie, de la création de richesse et de bien-être, où les femmes sont respectées en tant que protagonistes de l'économie et porteuses de droits.

Notre intégration régionale doit assumer le droit des peuples à définir leurs propres stratégies politiques et leurs propres systèmes agro-écologiques et d'équité de production, de distribution et de consommation d'aliments, sur la base des droits humains, de la dignité humaine en reconnaissant le rôle central des paysans et des petits producteurs. Il s'agit d'un pilier fondamental de la politique agricole commune, et de la lutte contre les crises du climat, de la biodiversité, de l'eau et de l'alimentation. L'intégration régionale doit également répondre à la construction collective d'une transition juste, populaire et féministe. Nous sommes en train de construire un projet politique populaire et émancipateur. L'une des caractéristiques structurelles de notre projet est l'intégration de la perspective féministe et diversifiée où le rôle central des femmes en tant que sujets politiques est reconnu et réaffirmé. Les femmes sont des sujets politiques à part entière. Le projet exige également la réalisation du droit des femmes au territoire, à la terre et aux moyens de production pour garantir leur autonomie économique, leur corps et leur vie. Un autre élément

clé est la juste rémunération de leur travail et le développement de systèmes de rémunération diversifiés et équitables de production, de distribution et de consommation de biens.

Le projet d'intégration doit défendre le droit de chacun d'émigrer ou de ne pas émigrer et de retourner dans son pays d'origine. La migration est un phénomène économique, social, culturel et politique qui fait partie des processus de formation des sociétés et des nations. Il est nécessaire d'encourager l'intégration économique, sociale, culturelle et politique des migrants dans les pays d'accueil. Nous rejetons la xénophobie et les discours de haine à l'encontre des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Nous vivons une période historique sur notre continent et dans le monde. Aujourd'hui, rassemblés en milliers de camarades des mouvements populaires et des organisations syndicales de la région, nous réaffirmons notre engagement à travailler et à lutter pour faire avancer nos rêves et nos espoirs d'un continent uni, en défendant et en construisant des territoires libres et souverains où les travailleurs puissent vivre heureux et dans la dignité. Nous continuons à nous mobiliser sur tout le continent pour la défense de nos droits et pour la justice environnementale, sociale et économique. Les 2 et 8 mars, le 17 avril, le 1er mai, le 5 juin et le 16 octobre sont quelques-unes des dates où nous nous mobiliserons pour la défense de nos droits et où nous descendrons dans la rue pour nous unir. Nous convoquerons toutes nos organisations et nos peuples pour le grand Sommet des Peuples dans le cadre de la COP 30 l'année prochaine à Belém do Pará, au Brésil.

Camarades, nous sortons aujourd'hui renforcés de ces journées, nos espoirs grandissent car si notre chemin est celui de la lutte et de l'unité, notre horizon est celui de la victoire. C'est celui d'un continent libre, juste et souverain.

Vive l'intégration de nos peuples !  
Vive l'Amérique latine et les Caraïbes unies !  
Nous vivrons et nous vaincrons !

Nous vivrons et nous vaincrons !

---

Traduction française du **Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)** :

<https://www.cdhal.org/notre-amerique-document-final-de-foz-de-iguazu-lettre-aux-peuples-pour-lintegration-de-lamerique-latine-et-des-caraibes/>.

Source (espagnol) :

<https://estrategia.la/2024/02/27/vibrante-jornada-de-la-integracion-de-america-latina-y-el-caribe-en-foz-de-iguazu/>.